

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La Grèce, sa dette et l'euro

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 24 mai 2012

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici un article de la revue Démocratie & Socialisme n°195 de mai 2012.

Le 6 mai, malgré la prime de 50 sièges accordée au parti arrivé en tête, les deux partis (le PASOK et Nouvelle Démocratie) soutenant le plan de destruction sociale de la Grèce, le « mémorandum », n'ont pas obtenu la majorité des sièges au Parlement grec.

La droite et les néolibéraux européens se sont alors déchaînés, menaçant la Grèce des pires maux. Mais cette menace ressemble fort à celle d'un homme qui menacerait de se jeter par la fenêtre si on ne le retient pas.

La Grèce est insolvable

Le traité européen fixe à 60 % du PIB la dette publique acceptable. Pour parvenir à une dette égale à 120 % du PIB en 2020, l'UE prévoit une croissance du PIB grec de 1 % en 2012 et de 4 % en moyenne les huit années suivantes. Cette prévision n'a strictement aucun sens : le PIB de la Grèce diminuera de 5 à 6 % en 2012, comme au cours des quatre années précédentes.

La Grèce est mise au pilori uniquement pour servir d'exemple

L'économie de la Grèce ne représente même pas 3 % de l'économie de la zone euro. La totalité de la capitalisation boursière d'Athènes est inférieure à la valeur boursière de la première société espagnole de télécommunications. L'Union européenne aurait donc pu parfaitement en 2010 lui permettre, avec un minimum de solidarité, de faire face à l'augmentation des taux de ses obligations d'État.

Ce n'est pas le choix qui a été fait. A cela une seule explication, la volonté de faire de la Grèce un épouvantail pour tous les peuples européens. Il suffit de se rappeler le leitmotiv de la campagne de Sarkozy « Nous ne voulons pas que la France devienne la Grèce ou l'Espagne » pour s'en convaincre.

Un plan de sauvetage des créanciers de la Grèce

Il faut le répéter sans se lasser : la Grèce n'a fait l'objet d'aucun « plan de sauvetage ». Les Grecs n'ont jamais vu un seul centime d'euro des dizaines de milliards d'euros versés par l'Union européenne et le FMI. Les seuls qui, jusqu'à présent, ont été sauvés, ce sont les créanciers de la Grèce (les banques et les assurances), même s'ils ont dû renoncer à une part de leurs créances pour ne pas tout perdre. Merkel et Sarkozy ont d'ailleurs imposé que toutes les sommes soi-disant versées à la Grèce le soient sur un compte bloqué. Un compte dont la seule fonction est de rembourser les propriétaires des titres de la dette publique grecque au fur et à mesure qu'ils arrivent à échéance.

Les médias qui affirment, en boucle, que la Grèce a besoin des fonds de l'UE et du FMI pour payer ses fonctionnaires, mentent. Si la Grèce renonçait à rembourser une dette en bonne partie illégitime, elle n'aurait aucune peine à payer ses fonctionnaires.

Si la Grèce annulait une partie de sa dette, si elle faisait défaut, elle serait en bien meilleure situation qu'aujourd'hui, alors que les multinationales européennes se partagent les dépouilles de ses entreprises publiques, et que sa population est soumise à une véritable destruction sociale en contrepartie des milliards versés aux créanciers de sa dette publique.

La Grèce n'est pas tenue par le « mémorandum »

Merkel et Barroso répètent sur tous les tons que « la Grèce doit tenir ses engagements ». Mais qui a pris ces engagements au nom de la Grèce ? Un Parlement croupion, totalement coupé de la population. Les dernières élections législatives l'ont amplement prouvé.

Des élections législatives anticipées ont été organisées en mai 2012 pour répondre à la mobilisation sociale. Elles auraient dû l'être bien avant. Le Parlement élu en 2009, dans un tout autre contexte, n'avait plus aucune légitimité.

SYRIZA a donc parfaitement raison d'affirmer que la Grèce n'est pas tenue par le « mémorandum » imposé par l'Union européenne, et signé par le Pasok et Nouvelle Démocratie. Le peuple grec en a décidé autrement le 6 mai en accordant, au total, moins de 33 % des suffrages à ces deux partis.

La Grèce n'est pas obligée de sortir de l'euro si elle ne respecte pas le « mémorandum »

La plupart des médias, là encore, répètent qu'« un tabou est tombé », et que la Grèce doit sortir de l'euro si elle ne respecte pas ses engagements.

Au nom de quoi se permettent-ils une telle affirmation ? Rien ne peut obliger la Grèce à sortir de l'euro si tel n'est pas son choix. Le traité de Lisbonne ne laisse pas le moindre doute à ce sujet. Et le peuple grec ne veut pas sortir de la zone euro. Les élections législatives du 6 mai l'ont montré sans aucune équivoque : seuls un peu plus de 15 % des électeurs (ceux du KKE et d'Aube dorée) ont choisi la sortie de l'euro.

La Grèce peut fort bien annuler une partie de sa dette, et même toute sa dette, et rester dans la zone euro comme dans l'Union européenne.

Il est quand même étonnant que tous ceux qui n'ont à la bouche que le respect des traités s'assoient ainsi sur les traités européens, dès que ceux-ci s'opposent à leurs intérêts. Ils refusent de changer la moindre virgule au traité de Merkel Sarkozy ou au « mémorandum », mais ils sont prêts à remettre en question le traité de Lisbonne et la règle de l'unanimité quand cela les arrange.

Pour Wolfgang Schäuble, la zone euro peut supporter une sortie de la Grèce

Pour le ministre des Finances allemand, la sortie de la Grèce de la zone euro ne poserait pas vraiment de problème.

Pour lui, l'Europe a « *beaucoup appris ces deux dernières années et construit des mécanismes de protection. Les dangers de contamination pour les autres pays de la zone euro sont devenus plus faibles, et la zone euro est dans son ensemble devenue plus résistante* ».

La droite allemande prend le risque de faire voler en éclats la zone euro

Certes, la part de la dette grecque détenue par des créanciers privés a diminué de moitié. Il ne reste plus que 27 % de la dette publique grecque aux mains des banques et des compagnies d'assurances. Les marchés financiers pourraient donc se sentir « rassurés ».

Mais c'est la Banque Centrale Européenne qui a pris maintenant à sa charge une bonne partie de la dette grecque. En cas de sortie de la zone euro, la BCE perdrait plusieurs dizaines de milliards d'euros. Il lui faudrait alors augmenter son capital et accroître, du même coup, les déficits publics des Etats européens. Il n'est pas sûr que cela « rassure » vraiment les marchés financiers.

La sortie de la Grèce de l'euro ne pourrait qu'attiser le feu qui couvait, et qui vient de reprendre dans l'Union européenne. Un nouveau sommet européen, de crise, est d'ailleurs convoqué le 23 mai.

L'Espagne et ses banques seraient les premières visées. Mariano Rajoy doit d'ores et déjà nationaliser la quatrième banque du pays, Bankia. Il devra bientôt faire appel au Mécanisme européen de stabilité (MES), dont les limites apparaîtront alors crûment.

L'Italie, dont les taux dépassent de nouveau 5,5 %, aurait toutes les chances de suivre, sous la pression des marchés financiers affolés, le chemin de l'Espagne.

La baisse des cours boursiers, après l'élection législative grecque, à Athènes mais aussi à Paris et dans toute l'Europe, n'aurait été qu'un simple hors d'oeuvre.

La seule issue pour sauver l'euro serait alors que la Banque Centrale Européenne achète directement, rapidement et massivement les nouveaux titres de la dette publique émis par les États européens. Il ne s'agirait plus, alors, de « rassurer » les marchés mais de commencer à les mettre au pas.

Jean-Jacques Chavigné